

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières-mines et après-mines
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Albi, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELISLE CARRIERES ET GRANULATS

36 CHEMIN DU MAZET
81340 Faussergues

Références : 81-CARMIN-2025-14
Code AIOT : 0006804316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2025 dans l'établissement DELISLE CARRIERES ET GRANULATS implanté Laval 81190 Tanus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle, et d'une demande de changement d'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELISLE CARRIERES ET GRANULATS
- Laval 81190 Tanus
- Code AIOT : 0006804316

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par un arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 la SAS Carrières du Sud-Ouest est autorisée pour 25 ans à exploiter une carrière de schistes et de gneiss sur le territoire de la commune de Tanus au lieu-dit Laval.

Par un arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2017, la production maximale est de 140 000 t/an avec une production moyenne de 85 000 t/an.

L'exploitation est dans sa cinquième phase quinquennale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 9 - Article CE21	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative-changement d'exploitant	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 11	Sans objet
2	Condition d'exploitation - plan d'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	Sans objet
3	plan de carrière	Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 2	Sans objet
4	Prévention des pollutions des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 10	Sans objet
5	Prévention des pollutions de l'air	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 11	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur plusieurs thèmes :

- la situation administrative pour le changement d'exploitant,
- la conduite de l'exploitation (plan de carrière, profondeur du carreau, gestion des déchets),
- la prévention des pollutions (rejets d'eau et de poussières).

La visite n'a pas relevé de non conformité majeure. Les résultats des mesures de retombées de poussières sont en cours de réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative- changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 11
Thème(s) : Situation administrative, changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur ou son représentant devrait en faire la déclaration dans les conditions prévues à l'article 23-2 du décret modifié du 21 septembre 1977. [...]
Constats : La carrière fait actuellement l'objet d'un changement d'exploitant (reprise par le directeur technique actuel). Un porter-à-connaissance relatif à cette évolution a été déposé en préfecture.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Condition d'exploitation - plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, plan de carrière
Prescription contrôlée : Registres et plans de carrières à ciel ouvert Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan de carrière de décembre 2025, fourni par l'exploitant, comporte l'ensemble des éléments nécessaires à la compréhension et à l'exploitation du site, dont les limites du périmètre, le bornage, les bords des fouilles, les courbes de niveau, les points d'altitude ainsi que les points d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : plan de carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2023, article 2
Thème(s) : Situation administrative, approfondissement du carreau
Prescription contrôlée : Article 2 : Les dispositions de l'article CE 8 de la section « CONDUITE DE L'EXPLOITATION » annexée à l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes : CE 8 : Les travaux d'exploitation respectent notamment les points suivants : Phase:4 [...] Approfondissement du carreau à la cote 339 m NGF Création d'une zone de stériles en contre bas du glacis afin de réduire le front existant à une hauteur de 15m. [...]
Constats : L'exploitation débute la cinquième et dernière phase quinquennale. Le phasage est en conformité avec la fin de la quatrième phase d'exploitation. L'approfondissement du carreau est à la côte 354 m NGF. Le front en fond de fosse (Est site) a une hauteur inférieure à 15 m selon le plan topographique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, rejet eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : [...] Pour éviter une pollution du ruisseau de la Gasquié par les eaux de ruissellement en provenance de la zone sud-est de stockage des déchets d'extraction inertes, un merlon associé à un fossé en pied est maintenu en limite est et sud-est du site. Les eaux de ruissellement de cette zone de stockage sont canalisées vers le carreau de la carrière pour y être traitées. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :. <ul style="list-style-type: none"> • le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; • la température est inférieure à 30 °C ;. • les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) • la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;

- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

[...]

Constats :

Les eaux de ruissellement issues de la zone de stockage des matériaux sont dirigées vers un bassin situé au sud de la zone d'extraction ainsi que vers un mini-bassin implanté plus au nord. À partir de ces ouvrages, aucun rejet vers le milieu extérieur n'est effectué.

Le seul rejet vers le milieu naturel concerne les eaux de ruissellement provenant de l'aire étanche de stockage des hydrocarbures, laquelle est raccordée à un deshuileur.

Les analyses de rejet en sortie du deshuileur montrent un respect des prescriptions :

- le pH est de 7,7 ;
- la température est de 9,2 °C ;
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration de 23 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration de 0,19 mg/l (norme NF T 90 114).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des pollutions de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Envol des poussières

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques.

Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus.

[...]
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs dispositifs sont mis en œuvre afin de gérer les circulations et les eaux sur le site.</p> <p>Les pistes empruntées par les camions accédant à la zone de stockage des matériaux, sont régulièrement arrosées à l'aide d'une citerne. L'eau utilisée est pompée depuis le bassin central, lui-même alimenté par les eaux issues du laveur de roues ainsi que par le ruissellement des eaux du site.</p> <p>Le laveur de roues dispose d'une cuve alimentée en eau par le forage présent sur le site. Deux cellules permettent d'assurer le démarrage et l'arrêt automatique de la pompe projetant l'eau sur les roues des véhicules.</p> <p>En limite du carreau, le long de la piste menant au pont-bascule, un caniveau collecte les eaux et les dirige vers le bassin central par l'intermédiaire d'une buse.</p> <p>Une couche d'enrobé est en place entre le carreau et le laveur de roues.</p> <p>Un second caniveau récupère les eaux de la piste longeant les installations et les évacue, via une buse, vers un petit bassin de décantation situé à proximité du portail et à l'aplomb d'un front (Nord Ouest du site).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 9 - Article CE21
Thème(s) : Autre, plan de gestion des déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Article CE 21 : Plan de gestion des déchets d'extraction</p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; . Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; . en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; . une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à

<p>la zone de stockage de déchets ;</p> <p>. les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière en date de 2018, n'a pas été révisé, dans la mesure où l'exploitant organise la gestion de son exploitation de manière à réduire au maximum la production de déchets stériles issus de l'extraction. Les stériles provenant du broyage primaire sont valorisés par recyclage et commercialisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit assurer la mise à jour de son plan relatif aux déchets issus de l'extraction, même en cas de production mineure de stériles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Rejets à l'atmosphère

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, surveillance de la qualité de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>« Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>« Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>« Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>« Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>« La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance de la qualité de l'air à travers la mesure des retombées de poussières au moyen de plaquettes (trois points de suivi) installées en périphérie du site : une au plus près des habitations au nord-est, et deux positionnées à l'extrémité ouest de l'exploitation.</p> <p>Les analyses de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières sont en cours de réalisation.</p> <p>Les dernières mesures des retombées de poussières ont été effectuées en 2023 (du 29/06 au 24/07) par l'ancien exploitant, avant la reprise de l'exploitation en décembre 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra justifier auprès de l'inspection des installations les résultats des mesures de retombées de poussières.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>